

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima Caracas et l'antenne du SER à Quito
Semaine du 5 octobre 2023

Le chiffre du mois

LE CHIFFRE A RETENIR

+1,5 %

Il s'agit de la prévision de
croissance de la Colombie pour
2023 établie par la Banque
mondiale.

La Banque mondiale a revu à la baisse les perspectives de croissance de la Colombie, fixant la nouvelle prévision à 1,5 %, par rapport aux 1,7 % annoncés en juin dernier. Ce ralentissement économique suscite des inquiétudes parmi les entreprises et le gouvernement, qui plaident maintenant en faveur d'une réduction des taux d'intérêt pour stimuler l'économie et encourager la dépense des ménages. **Malgré ces appels, la Banque centrale a décidé de maintenir les taux d'intérêt à 13,25 % vendredi dernier.** Cette décision intervient dans un contexte où, en août, l'inflation est restée élevée, dépassant largement l'objectif fixé par la Banque centrale (11,43% g.a., vs. 3 % ± 1pt%). Selon Davivienda, l'inflation en Colombie pourrait demeurer élevée, atteignant 10 % en 2023, ce qui maintiendrait la politique monétaire de la Banque centrale inchangée jusqu'en avril 2024. Cette inflation engendre des inquiétudes car elle pourrait entraîner d'importants coûts pour l'économie en termes de croissance, compliquant ainsi le financement à long terme des secteurs public et privé.

Par ailleurs, ce ralentissement économique suscite des préoccupations quant à son impact sur le marché du travail. **Cependant, le marché de l'emploi semble encore résilient. En effet, selon le Dane, le taux de chômage a baissé de 1,3 pts g.a., à 9,3 % en août, revenant ainsi à des niveaux similaires à ceux d'août 2018.** Toutefois, les experts anticipent des défis à venir, notamment liés aux politiques de la Banque centrale ainsi qu'à des facteurs tels que l'inflation, *El Niño*, la hausse progressive des prix des carburants¹ et les fluctuations du Dollar étatsunien, qui pourraient avoir un impact sur l'emploi en 2023 et 2024. Ainsi, les projections de l'Anif (un *think tank*) suggèrent que le taux de chômage en Colombie pourrait se situer entre 10,5 % et 11,0 % d'ici fin 2023, et varier entre 10,9 % et 11,4 % en 2024, en fonction de l'évolution de l'économie nationale.

¹ Le gouvernement retire progressivement les subventions à la pompe, ayant coûté 8,6 Mds USD à l'Etat en 2022 (près de 40 000 Mds COP).

Bolivie

Les banques boliviennes ont effectué des transactions en Yuans (RMB) pour une valeur de 40 M USD.

Entre mars et juin 2023, les banques en Bolivie ont réalisé des transactions en yuans pour un total de 40 M USD, principalement via Banco Unión, dans le cadre de leurs activités liées au commerce international. Ces opérations sont le résultat de la pénurie de dollars étatsunien (USD) qui sévit en Bolivie depuis mars 2023. Rolando Olmos, le directeur des institutions financières de la BCB, fait également la promotion de l'arrivée à court terme des deux plus grandes banques chinoises, l'*Industrial and Commercial Bank of China (ICBC)* et la *Bank of China*. Le 29 septembre, les dirigeants de ces deux banques ont rencontré des acteurs boliviens à Santa Cruz pour présenter leurs produits et services, ainsi que pour encourager l'utilisation du yuan. **Pour Rolando Olmos, le yuan représente une alternative permettant de réduire la dépendance du pays vis-à-vis du dollar étatsunien.**

Le gouvernement bolivien affirme que le système financier se porte bien malgré le rapport de S&P, qui classe la Bolivie comme le pays le plus risqué en Amérique du Sud.

Dans le rapport de *Standard & Poor's (S&P)*², la Bolivie est suivie du Paraguay et de l'Argentine. **S&P a justifié cette classification en mettant en avant les conséquences de la pandémie et l'augmentation des prêts gouvernementaux, ainsi que la pénurie de dollars étatsunien comme facteurs de risque.** En réaction, le gouvernement bolivien a insisté sur la solidité de son système financier et a rejeté le rapport de l'agence de notation **étatsunienne**. Selon Zenón Mamani, Vice-ministre du Budget, l'économie bolivienne est stable, en croissance, avec un faible taux de chômage (à 3,8%), une inflation modérée, et une dette extérieure maîtrisée (29,8% du PIB, bien en deçà de la limite de 50% établie par les normes internationales).

Colombie

Le gouvernement a opté pour le maintien du prix du gallon d'essence en octobre, marquant ainsi une première après plus d'un an d'augmentations continues.

Pour mémoire, le prix du carburant à la pompe bénéficiait encore de généreuses subventions en 2022, via le Fonds de stabilisation des prix des combustibles (FEPC), ayant coûté près de 40 000 Mds COP (8,6 Mds USD) en 2022. **Le maintien du prix se traduira par un prix moyen de l'essence à 13 964 COP par gallon à l'échelle nationale.** Cette décision intervient alors que le prix du baril de pétrole dépasse les 90 USD et que le taux de change USD/COP dépasse à nouveau les 4 100 pesos, creusant davantage l'écart entre le prix local et le prix international. Le maintien du prix stable en pleine période de hausse du *Brent* et du taux de change USD/COP signifie que FEPC ne réduira pas sa dette autant qu'initialement anticipée. Cette année, selon le ministère des finances, le déficit du FEPC (intégralement financé par l'Etat) s'élèvera à 17 800 Mds COP (4,2 Mds USD), équivalant de 1,1 pt. de PIB. Le Ministre a indiqué que les hausses du prix de l'essence reprendront en novembre, sans qu'il n'y ait de « double augmentation » : l'augmentation sera de 600 pesos par gallon, identique aux hausses mensuelles précédentes. Selon les calculs du ministère, au moins trois augmentations supplémentaires seront nécessaires, en novembre, décembre et janvier.

Les exportations ont baissé de 10,1% g.a. en août.

Le rapport mensuel sur les exportations a enregistré des ventes à l'étranger de 3,95 Mds USD *FOB*, marquant ainsi une baisse de 10,1 % par rapport à août 2022. **Cette baisse a été essentiellement provoquée par la chute de 11,5% des exportations de combustibles et des produits issus des industries extractives, catégorie représentant 51 % du total des exportations.** Par ailleurs, les exportations de produits agricoles, alimentaires et de boissons ont atteint 764 M USD, enregistrant une baisse de 12,5 % par rapport à août 2022. Ces exportations représentaient 19 % de la valeur totale. Les

² « Perspectives bancaires par pays en Amérique latine ».

exportations de produits manufacturés ont également baissé (889 M USD, -9,7 % g.a.). Elles représentaient 22,5 % des exportations. Par pays, les États-Unis ont été la principale destination des exportations (30 %). Dans la même lignée, la Chine a suivi avec 6,6 %, suivie par le Panama avec 5,8 %, puis l'Inde avec 5,6 %, le Brésil et l'Équateur avec 4,1 % chacun, et l'Espagne avec 3,3 %.

El Niño aura un effet sur l'inflation en entraînant une augmentation des prix de l'énergie et des produits alimentaires.

La réduction des précipitations due au phénomène climatique *El Niño* entraîne déjà des hausses des prix de l'énergie et devrait entraîner des hausses des coûts de la production agricole. Sandra Fonseca, directrice exécutive de l'Association colombienne des producteurs d'énergie (Asoenergía), a souligné que :

« L'incertitude concernant la durée et la gravité du phénomène El Niño entraîne une offre limitée d'électricité sur le marché à court terme (bourse de l'énergie), ce qui fait grimper les prix à des niveaux proches du prix de pénurie »

En ce qui concerne les conséquences sur les aliments, la prolongation du phénomène *El Niño* devrait entraîner des hausses de coûts d'irrigation et une baisse de la productivité agricole en raison de la baisse des précipitations. Ainsi, La Banque centrale européenne (BCE) a averti qu'*El Niño*, pourrait faire grimper les prix alimentaires au niveau global de jusqu'à 9 %.

Le budget allouera 1,7 Mds USD aux concessions routières en 2024.

Le gouvernement a déposé le projet de loi de finances pour 2024 devant le Congrès : celui-ci atteint 502 600 Mds COP (117,6 Mds USD, 30% du PIB). Le secteur des transports devrait recevoir un total de 16 730 Mds COP (3,9 Mds USD). L'Agence Nationale des Infrastructures (ANI), l'Institut National des Voies (Invías) et l'Aviation Civile (Aerocivil) bénéficieront d'un budget total de 13 600 Mds COP (3,2 Mds USD). **Sur ce total, 7 100 Mds COP (1,7 Mds USD) seront alloués au programme de concessions routières et 1 900 Mds COP (0,4 Mds USD) au programme d'amélioration des voies publiques.** Des

ressources sont également prévues pour les projets « Caminos para la Paz », la réhabilitation des routes tertiaires et fluviales, les services aéroportuaires et la navigation aérienne régionale, entre autres, pour un total de 1 680 Mds COP (0,4 Mds USD).

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-2,59 %	-9,53 %	1 092 pts
Change USD/COP	+6,68 %	-3,78 %	4 345
Change EUR/COP	+6,29 %	+2,80 %	4 590
Prix du baril colombien (USD)	-9,30 %	-7,83 %	86,91

Equateur

La Banque Mondiale approuve un prêt de 190 M USD dans le secteur de l'éducation.

La Banque Mondiale a approuvé un prêt de 190 M USD pour financer le renouvellement d'infrastructures scolaires en Equateur et visant à améliorer les compétences des étudiants notamment en milieu rural. Cette opération laisse la porte ouverte, le cas échéant, à la possibilité de financer des actions en vue d'un éventuel état d'urgence lié au phénomène météorologique *El Niño*. Ce projet bénéficiera à 790 000 étudiants, 12 000 professeurs et plus de 1200 établissements scolaires.

La croissance au T2 2023 s'est établie à +3,3 % g.a.

La Banque centrale a enregistré un taux de croissance interannuel de 3,3 % au T2 2023, porté par la dépense publique (+6,4 %), la consommation des ménages (+4,3 %) et l'investissement (+3,8 %). S'agissant des secteurs industriels, 15 secteurs parmi les 18 secteurs recensés ont enregistré une croissance. Il s'agit des secteurs de l'aquaculture, de l'électricité, des services de santé et l'administration. Les exportations ont enregistré au T2 2023 une

relative stabilité à 0,2% g.a. en raison de la baisse des exportations pétrolières et minières. Les importations ont enregistré une hausse de 6,2%.

Guyana

Le Guyana enregistre une croissance spectaculaire de ses revenus d'exportation de pétrole brut grâce au succès du FPSO *Liza Unity*.

Le Guyana a enregistré une augmentation significative de ses revenus d'exportation de pétrole brut, atteignant 5,39 Mds USD au cours du S1 de 2023, marquant ainsi une hausse considérable de 1,8 Mds USD par rapport à l'année précédente. **Cette augmentation des revenus a été principalement alimentée par une hausse de 106% des exportations de pétrole brut, passant de 33,4 millions de barils à 68,8 millions de barils.** Cette croissance des volumes d'exportation découle en grande partie du succès du lancement de l'unité flottante de production, de stockage et de déchargement (FPSO) *Liza Unity*, la deuxième embarcation de production pétrolière du Guyana, qui a débuté ses opérations le 11 février 2022. *Liza Unity* a une capacité de stockage de deux millions de barils de pétrole et peut traiter quotidiennement 400 millions de pieds cubes de gaz.

Le Guyana est en voie de produire plus de 130 millions de barils cette année, dépassant ainsi les 101 millions de barils de 2022. Le gouvernement guyanien prévoit également une croissance de 39,6% dans le secteur pour cette année. Il est à noter qu'une part significative des exportations pétrolières du Guyana a été dirigée vers l'Europe, où la demande a fortement augmenté à la suite de la crise russo-ukrainienne. Ainsi, selon Arthur Deakin, Directeur des énergies chez *Americas Market Intelligence* (AMI), le Guyana, ayant livré environ 11 milliards de barils équivalents de pétrole depuis 2015 - la plus grande découverte pétrolière en mer de la dernière décennie - **a le potentiel de remplacer au moins 17% de l'approvisionnement en gaz perdu par l'Europe en raison de la guerre russo-ukrainienne.**

Pérou

L'inflation au Pérou continue de ralentir, atteignant 5,0% g.a. en septembre, et la Banque centrale baisse à deux reprises son taux directeur (15/9 et aujourd'hui 5/10, de -0,25 pts% chacune), après 40 mois de stabilité.

L'inflation annuelle en septembre est ainsi le niveau le plus bas depuis août 2021 où elle était de 4,95%. L'indice des prix à la consommation à Lima, qui sert de référence pour l'inflation au Pérou, a enregistré une augmentation de seulement 0,02% en septembre, ce qui est inférieur à la hausse de 0,38% d'août. Au niveau national, les prix à la consommation ont augmenté de 0,06% en septembre. Selon l'Institut national de la statistique et de l'informatique (INEI), cette inflation en septembre est principalement attribuée à l'augmentation des prix dans les secteurs des transports, de la restauration et de l'hôtellerie, ainsi que des biens et services divers. **Il est à noter que l'inflation demeure supérieure à la cible de la Banque centrale (2 ± 1pt%).**

Pour mémoire, après 40 mois d'augmentation puis de stabilisation de son taux directeur, la Banque centrale l'a réduit à deux reprises, les 15 septembre et le 5 octobre, chaque fois de 0,25 point de pourcentage (0,50 pt% au total), le ramenant à 7,25 % aujourd'hui. Les économistes de BBVA estiment que la Banque centrale procédera à deux baisses additionnelles de 0,25 pt% chacune sur les derniers mois de l'année.

L'OCDE a dévoilé son rapport économique sur le Pérou pour l'année 2023, dans le cadre du processus d'adhésion du pays à l'organisation.

Mathias Cormann, le secrétaire général de l'OCDE, a reconnu la solidité des bases macroéconomiques du Pérou, tout en mettant en lumière les principaux défis à relever. Lors de la présentation du rapport économique de l'OCDE sur le Pérou le 27 septembre, Mathias Cormann a préconisé une série de réformes structurelles, notamment en ce qui concerne la décentralisation budgétaire, la promotion de la concurrence, la réforme de la justice et de la fonction publique, entre autres domaines. **Il**

a également souligné les quatre grands défis auxquels l'économie péruvienne doit faire face : stimuler la croissance à long terme, lutter contre le secteur informel tout en élargissant la protection sociale, maintenir la viabilité des finances publiques, et poursuivre la transition vers une économie plus verte.

Venezuela

La production pétrolière au Venezuela augmente significativement : elle a enregistré une augmentation de 12% au cours des huit premiers mois de l'année, passant de 732 000 b/j à 820 000 b/j.

Cette performance découle de la reprise de la production par PDVSA et de ses partenaires, principalement dans la région de la *Faja del Orinoco*. **Ainsi, en septembre, le Venezuela a exporté 812 000 (b/j), marquant le 2^{ème} meilleur mois de l'année 2023 en termes de moyenne mensuelle.** La Chine demeurant leur principal destinataire, les exportations de pétrole vénézuélien de Chevron vers les États-Unis ont légèrement diminué, passant d'environ 147 000 b/j en août à environ 145 000 b/j le mois dernier. Le Venezuela a cependant augmenté ses exportations vers Cuba, celles-ci atteignant environ 86 000 b/j de pétrole, de fioul, de gazole et d'essence en septembre, vs. 65 000 b/j enregistrés en août (+32 % en un mois). **Néanmoins, la croissance de la production et des exportations pétrolières du Venezuela en 2023 reste volatile d'un mois à l'autre, en raison de coupures d'électricité récurrentes, de besoins de maintenance et du manque d'investissements qui permettrait d'accroître la production de pétrole.**

Pdvsa a par ailleurs annoncé la relance d'une usine de production de lubrifiants dans l'État de Carabobo, situé au nord du pays. Cette usine a une capacité opérationnelle mensuelle de 3,9 millions de litres, avec une capacité installée de 7,7 millions de litres par mois. L'objectif principal de cette stratégie commerciale est de consolider la présence de la marque sur le marché. Dans le contexte de l'augmentation de la production pétrolière du

Venezuela, la réactivation de cette usine contribue renforcer l'industrie pétrolière.

Alors que la production pétrolière augmente, le directeur exécutif de Petrobras, Jean Paul Prates, a annoncé que la société brésilienne envisage de suivre l'exemple de Chevron pour un éventuel retour au Venezuela. Il estime qu'une expansion au Venezuela et en Bolivie a un sens « géopolitique » pour Petrobras, du fait de leurs potentiels pétrolier et gazier et des difficultés pour la compagnie à trouver de nouveaux gisements au Brésil, selon un article de Bloomberg.

Le Gouvernement cherche des partenariats pour le développement de la fibre optique.

Un total de 99 entreprises, dont 16 étrangères, participent à la première foire internationale des télécommunications au Venezuela, qui a été inaugurée le 4 octobre à Caracas. Lors de cet événement, diffusé sur la chaîne d'État VTV, N. Maduro a donné des instructions au directeur général de la Commission nationale des télécommunications (Conatel), Jorge Márquez, pour établir des alliances avec des entrepreneurs privés locaux et internationaux en vue du « développement de la fibre optique » afin de desservir « plus de trois millions de foyers ». **Selon les données officielles, 180 000 foyers disposent actuellement d'une connexion internet via la fibre optique. Ainsi, le gouvernement vénézuélien cherche des partenariats pour la généralisation d'internet via fibre optique.** Le président Maduro a également annoncé une exonération de droits de douane et de TVA pour un an pour les entreprises actives dans les secteurs des télécommunications et des hautes technologies. Cette mesure vise à stimuler le développement des télécommunications dans tout le pays. À cet égard, le président a précisé que cette exonération dans les principaux ports du pays pourrait être prolongée d'une année supplémentaire en cas de progrès significatifs.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants* (Mds USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2023 e	2023 e	2022	2023 p.	2023 p.	2023 p.	2021	Variation par rapport à 2020	Variation en fin de période, 2023 p.
Bolivie	12,13	46,1	3,2	1,8	-2,5	82,3	118	+1	3,6
Colombie	52,16	334,7	7,5	1,0	-5,1	62,0	88	0	8,4
Equateur	18,23	121,3	3,0	2,9	2,0	n.a.	95	+4	2,3
Guyana	0,794	16,3	62,3	37,2	27,9	29,8	108	+1	6,0
Perou	34,51	268,2	2,7	2,4	-2,1	33,0	84	+1	3,0
Suriname	0,624	3,5	1,3	2,3	-0,04	112,2	99	-7	28,2
Venezuela	26,54	96,6	8,0	5,0	5,0	n.a.	120	-2	250,0
Argentine	46,76	641,1	5,2	0,2	1,0	76,3	47	0	88,0
Bresil	215,2	2 081,2	2,9	0,9	-2,7	88,4	87	-1	5,4
Chili	20,11	358,6	2,4	-1,0	-4,2	36,6	42	+1	5,0
Mexique	131,2	1 663,2	3,1	1,8	-1,0	55,6	86	+2	5,0

LE CHIFFRE A RETENIR

+1,5 %

Il s'agit de la prévision de croissance de la Colombie pour 2023 établie par la Banque mondiale.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Jade PLANCKE, Andrés BRAGANZA, John Anderson COLORADO, Inès MONNIOT, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA

Abonnez-vous : jacques.robin@dgtresor.gouv.fr